



Compte Rendu du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole (Socle commun)

Séance du 19 octobre 2020

Le 19 octobre deux mille vingt, à 9h30, le Comité, dûment convoqué le 13 octobre 2020, s'est réuni, Mairie du 10^e arrondissement de Paris, 72 rue du Faubourg Saint-Martin, 75010 Paris, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 107

Nombre de délégués présents ou représentés : 60 dont 14 représentés

Étaient présents :

Titulaires :

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Zahia Bouzidi (Aubervilliers), Matthieu Tellier (Aulnay-sous-Bois), Bruno Tuder (Bagneux), Samuel Besnard (Cachan), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Andy Kangoud (Chatillon), Marius Tchendjou (Epinay-sur-Seine), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Christophe Bernier (Gennevilliers), Clément Pecqueux (Ivry-sur-Seine), Laura Manach (Joinville-le-Pont), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Marc Frot (Le Plessis-Tréville), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Alexandrine Mounier (Nanterre), Florent Lacaille-Albiges (Noisy-le-Sec), Pierric Amella (Pantin), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Julie Lefebvre (Romainville), Patrick Leroy (Rungis), Christophe Piercy (Saint-Denis), Tiffany Culang (Saint-Mandé), Philippe Cipriano (Saint-Maur-des-Fossés), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Patrice Pattée (Sceaux), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Alain Schumacher (Grand Paris Grand Est), Mickaël Rigault (Grand Paris Grand Est), Patricia Vavassori (Grand Paris Grand Est), David Daoulas (Grand Paris Seine Ouest), Pascal Flamant (Grand Paris Seine Ouest), Yann Wehring (Région Ile de France) ;

Suppléants avec voix délibératives :

Jacques Grill (Arcueil), Pierre Crosnier Leconte (Bois-Colombes), Tristan Legendre (Bourg-la-Reine), Sylvie Meline (Créteil), Linda Lavoix (Enghien-les-Bains), François Carteau (Gentilly), Sidi Chiakh (Le Kremlin-Bicêtre), Clauthilde Choffrut (Le Pré-Saint-Gervais), Thibault Simeoni (Maisons-Alfort), Jean-Pierre Barnaud (MGP), Djenaba Keita (MGP) ;

Excusés ayant donné pouvoir :

Luc Carvounas (Alfortville) donne pouvoir à S. Meline, Yann Viguie (Champigny-sur-Marne) donne pouvoir à L. Manach, Patrice Pinard (Clichy-la-Garenne) donne pouvoir à F. Sitbon, Leopold Michallet (Colombes) donne pouvoir à C. Bernier, Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois) donne pouvoir à C. Pecqueux, Gabriel Galiotto (Le Blanc Mesnil) donne pouvoir à Z. Bouzidi, Christophe Paquis (Les Lilas) donne pouvoir à P. Amella, Olivier Stern (Montreuil) donne pouvoir à C. Piercy, Jean-Marie Ballet (Puteaux) donne pouvoir à P. Crosnier Leconte, Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison) donne pouvoir à F. Sitbon, Antoine Pirolli (Grand Paris Grand Est) donne pouvoir à P.

Vavassori, Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest) donne pouvoir à D. Daoulas, Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest) donne pouvoir à P. Flamant, Thierry Siouffi (Grand Paris Seine Ouest) donne pouvoir à B.-P. Galey, Isabelle Debré (CD 92) donne pouvoir à S. Deschiens ;

Arrivés en cours de séance :

Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest), Ibrahima Traoré (CD 94) ;

Départs en cours de séance :

Christophe Bernier (Gennevilliers), Marc Frot (Le Plessis Trévisé), Thierry Duboc (Villejuif) ;

Excusés :

Hervé de Compiègne (Courbevoie), Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt), Capucine du Sartel (Saint-Cloud), Nicolas Moreau (Vaucresson), Emmanuelle Rassaby (Villeneuve-la-Garenne), Pierre Dubarry de la Salle (Grand Paris Seine Ouest).

Assistaient également à la séance :

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Marthe Ozbolt, directrice de la communication et du marketing, Nathalie Couram responsable RH et administration générale, Marine Thépot référente RH, MM. Hugues Celier, Directeur des techniques, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, Florent Texier, Directeur des finances et Pierre Rapeau, référent des instances.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 10 juin 2020
2. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 2 octobre 2020
3. Délibérations :
 - Election du/de la 14^e vice-président.e
 - Montant des indemnités des élu.e.s
 - Fixation du nombre et élection des membres du Bureau
 - Principe d'élection des membres de la CAO
 - Election des membres de la CAO
 - Désignation des membres à la CCSPL
 - Désignation de représentation au GIP Maximilien
 - *Communication du rapport définitif de la Chambre Régionale des Comptes relatif au contrôle des comptes et à la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole
 - *Communication du rapport définitif de la Chambre Régionale des Comptes relatif au contrôle des comptes et à la gestion des exercices 2011 et suivants de la société Autolib'
4. Points divers

Le Président a ouvert la séance à 09 heures 40 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Geneviève Gaillabaud est désignée secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 10 juin 2020

En l'absence d'observation, le procès-verbal du Comité syndical de la séance du 10 juin 2020 à distance est adopté à l'unanimité.

2. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 2 octobre 2020

En l'absence d'observation, le procès-verbal du Comité syndical de la séance du 2 octobre 2020 est adopté à l'unanimité.

3. Délibérations :

- Élection du/de la 14^e vice-président.e

Les articles 10 et 11 des statuts du Syndicat prévoient qu'un ou plusieurs vice-président.e.s peuvent être désigné.e.s par le Comité syndical. Le rôle des vice-président.e.s consiste notamment à participer aux réunions du bureau et à remplacer le Président en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

Lors de la séance du 2 octobre 2020, le comité syndical a fixé le nombre de vice-présidents à 14 et a procédé à l'élection de 13 vice-présidents pour ainsi garder un poste pour l'EPT Grand Paris Grand Est.

L'EPT Grand Paris Grand Est a transmis au Syndicat la désignation de ses membres, c'est pourquoi, il vous est proposé de procéder à l'élection du/de la 14^e vice-président.e.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-10 ;
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat ;
Vu les statuts du Syndicat et notamment les articles 10 et 11 ;
Vu la délibération 2020 14 portant élection du Président ;
Vu la délibération 2020 15 portant fixation du nombre et élections des vice-président.e.s ;

Considérant l'appel à candidature ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : PROCÈDE à l'élection du/de la **quatorzième vice-président.e** :

Seule est candidat à ce poste : Madame Patricia Vavassori
Nombre de votants : 62 Dont 14 pouvoirs = 2 527,678 voix,
Suffrages exprimés : 2 517,678 voix, Abstentions : 4 voix, Nuls : 6 voix,
Majorité absolue : 1 259,839 voix ;

Madame Patricia Vavassori a obtenu 2 517,678 voix.

Madame Patricia Vavassori, ayant obtenu la majorité absolue au premier tour de scrutin, est proclamée 14^e vice-présidente.

- Montant des indemnités des élu.e.s

Conformément aux articles L. 5721-8 ; L. 5211-12 à L. 5211-14 du CGCT, les indemnités maximales votées pour l'exercice effectif des fonctions de Président et de vice-président.e sont déterminées par un décret en Conseil d'État par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique soit :

Indemnité maximale pour le Président :	18,71 % de l'indice brut 1027
Indemnité maximale par vice-président.e :	9,35 % de l'indice brut 1027

Lors de la précédente mandature, le taux des indemnités avait été fixé comme suit :

Indemnité pour le Président :	17,54 % de l'indice brut 1027
Indemnité par vice-président.e :	8,18 % de l'indice brut 1027

Il est proposé de reconduire le même taux fixé par la précédente mandature.

De plus, toute délibération concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'assemblée concernée.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5721-8 ; L. 5211-12 à L. 5211-14 ;

Vu le décret n° 2004-615 du 25 juin 2004 relatif aux indemnités de fonctions des présidents et vice-présidents des établissements publics de coopération intercommunale mentionnés à l'article L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales et des syndicats mixtes mentionnés à l'article L. 5721-8 du même code ;

Vu le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 portant modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu la délibération 2020 14 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020 15 portant fixation du nombre et élection des vice-président.e.s ;

Vu la délibération 2020 19 portant élection du 14^e vice-président.e

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : FIXE, le montant des indemnités de fonctions du Président et des vice-président.e.s aux taux suivants :

Indemnité du Président : 17,54 % de l'indice brut 1027

Indemnité par vice-président.e : 8,18 % de l'indice brut 1027

Article 2 : DECIDE de verser les indemnités mensuellement et de les revaloriser en fonction de l'indice brut terminal et le cas échéant de l'évolution du point d'indice.

DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 65.

Abstention : St Maur des Fossés (2 voix)

- Fixation du nombre et élection des membres du Bureau

Selon l'article 9-5 des statuts, le Comité syndical élit un bureau. L'article 11 des statuts prévoit que le bureau est composé du Président, de vice-président.e.s et de membres élus conformément aux dispositions prévues à l'article L. 2122-7 du code général des collectivités territoriales.

Le bureau reçoit délégation d'une partie des attributions du Comité syndical dans les limites fixées à l'article L.5211-10 du CGCT pour les affaires courantes dont l'urgence ne permet pas de les soumettre au prochain Comité syndical. Le bureau est également chargé de préparer les réunions du Comité syndical.

Le nombre de membres du bureau est fixé librement par le Comité syndical. Le Président et les vice-président.e.s sont membres de droit du bureau.

Ainsi, compte tenu du Président et du nombre des vice-président.e.s, il est proposé de fixer à 19 le nombre des membres du bureau et de procéder ainsi à l'élection de membres.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-10 ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat ;

Vu les statuts du Syndicat et notamment les articles 9-5 et 11 ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE, de fixer à 19 le nombre des membres du bureau, le Président et les vice-président.e.s étant membres de droit.

Article 2 : PROCÈDE à l'élection de 4 membres :

Sont candidats :

Madame Sonia Airouche,

Nombre de votants : 62 dont 14 pouvoirs = 2 527,678 voix,

Suffrages exprimés : 2 527,678 voix,

Majorité absolue : 1 264,839 voix,

Madame Sonia Airouche, ayant obtenu 2 527,678 voix, est élue membre du bureau.

Monsieur Christophe Bernier,

Nombre de votants : 62 dont 14 pouvoirs = 2 527,678 voix,

Suffrages exprimés : 2 527,678 voix,

Majorité absolue : 1 264,839 voix,

Monsieur Christophe Bernier, ayant obtenu 2 527,678 voix, est élu membre du bureau.

Madame Sabrina Decanton,

Nombre de votants : 62 dont 14 pouvoirs = 2 527,678 voix,

Suffrages exprimés : 2 527,678 voix,

Majorité absolue : 1 264,839 voix,

Madame Sabrina Decanton, ayant obtenu 2 527,678 voix, est élue membre du bureau.

Madame Laura Manach,

Nombre de votants : 62 dont 14 pouvoirs = 2 527,678 voix,

Suffrages exprimés : 2 527,678 voix,

Majorité absolue : 1 264,839 voix,

Madame Laura Manach, ayant obtenu 2 527,678 voix, est élue membre du bureau.

- Principe d'élection des membres de la CAO

L'article L1414-2 modifié du code général des collectivités territoriales dispose que la commission d'appel d'offres est composée conformément aux dispositions de l'article L1411-5 du même code.

L'article L1411-5 modifié précise notamment, lorsqu'il s'agit d'un établissement public, que la commission d'appel d'offres est composée de l'autorité habilitée à signer le marché public ou son représentant, Président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ; qu'il est également procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection des suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Les articles D.1411-3, D.1411-4 et D.1411-5 précise le mode et le déroulement de l'élection des membres de la commission ;

Le renouvellement du Comité syndical nécessite de renouveler la Commission d'Appel d'Offres. C'est pourquoi, il est nécessaire d'approuver le principe de l'élection de ses membres.

Vu l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales qui impose que pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du Code de la commande publique et qui renvoie à l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant la composition de la commission d'appel d'offres ;

Vu l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales relatif à la composition de la commission devant être instaurée en matière de délégation de service public et, par renvoi de l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales, relatif à la composition de la commission d'appel d'offres ;

Vu l'article L.1414-4 du Code général des collectivités territoriales prévoyant que tout projet d'avenant qui entraîne une augmentation du montant global du marché public supérieure à 5% doit être soumis pour avis à la commission d'appel d'offres sauf lorsque ces avenants concernent des marchés publics qui ne sont pas soumis à la commission d'appel d'offres ;

Vu plus particulièrement les dispositions des articles D.1411-3, D.1411-4 et D.1411-5 du Code général des collectivités territoriales relatives au mode et déroulement de l'élection des membres de ladite commission ;

Considérant qu'il est nécessaire pour le Comité syndical de se doter d'une commission d'appel d'offres pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du Code de la commande publique qui serait conduit par ladite personne publique ;

Considérant que le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole est un établissement public ;

Considérant dès lors que la commission d'appel d'offres sera présidée du président ou de son représentant et composée également de 5 membres de l'assemblée délibérante élus en son sein au scrutin secret de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel ;

Considérant qu'il convient également d'élire selon les mêmes modalités 5 suppléants ;

Considérant enfin qu'il est utile, pour des raisons démocratiques, de laisser s'exprimer les candidatures à une telle élection ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE :

Article 1 : D'organiser, lors de la séance de l'assemblée délibérante du 19 octobre 2020, l'élection des membres titulaires et suppléants de la commission d'appel d'offres visée à l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales qui sera appelée à retenir le titulaire pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du Code de la commande publique.

Article 2 : Cette commission sera composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 II a) du Code général des collectivités territoriales.

Article 3 : Cette commission d'appel d'offres sera compétente pour toute attribution de tous les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du Code

de la commande publique du Syndicat et pour donner son avis sur tout projet avenant à un marché public entraînant une augmentation du montant global du marché public supérieure à 5% sauf lorsque ces avenants concernent des marchés publics qui ne sont pas soumis à la commission d'appel d'offres.

Article 4 : Les membres de l'assemblée délibérante qui souhaiteront être membres élus pourront, jusqu'au début du vote, présenter leur candidature. Une présentation de candidature pourra aussi être faite par courrier, reçu au plus tard au début de l'ouverture de ce point de l'ordre du jour lors de cette séance de l'assemblée délibérante. Les candidatures seront présentées sous la forme de listes non fermées.

Article 5 : Chaque liste de candidats pourra présenter des observations orales avant le vote, lequel sera effectué au scrutin secret de liste à un tour avec une représentation à la proportionnelle.

Article 6 : Dans ces conditions, il sera procédé à l'élection des 5 membres titulaires et des 5 membres suppléants de la commission d'appel d'offres.

- Élection des membres de la CAO

L'article L1414-2 modifié du code général des collectivités territoriales dispose que la commission d'appel d'offres est composée conformément aux dispositions de l'article L1411-5 du même code.

L'article L1411-5 modifié précise notamment, lorsqu'il s'agit d'un établissement public, que la commission d'appel d'offres est composée de l'autorité habilitée à signer le marché public ou son représentant, Président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ; qu'il est également procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection des suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Le 10 mars 2017, par délibération, le Comité syndical a procédé à l'élection jusqu'au terme de leur mandat des membres de la commission d'appel d'offres.

C'est pourquoi, il est nécessaire de procéder à l'élection des membres de la commission d'appel d'offres ;

Vu l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales qui impose que pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du Code de la commande publique et qui renvoie à l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant la composition de la commission d'appel d'offres ;

Vu l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales relatif à la composition de la commission devant être instaurée en matière de délégation de service public et, par renvoi de l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales, relatif à la composition de la commission d'appel d'offres ;

Vu l'article L.1414-4 du Code général des collectivités territoriales prévoyant que tout projet d'avenant qui entraîne une augmentation du montant global du marché public supérieure à 5% doit être soumis pour avis à la commission d'appel d'offres sauf lorsque ces avenants concernent des marchés publics qui ne sont pas soumis à la commission d'appel d'offres ;

Vu les dispositions des articles D.1411-3, D.1411-4 et D.1411-5 du Code général des collectivités territoriales relatives au mode et au déroulement de l'élection des membres de la commission prévue par l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 2020 22 du 19 octobre 2020 portant sur le principe d'élection d'une commission d'appel d'offres ;

Considérant qu'il est nécessaire pour le Comité syndical de se doter d'une commission d'appel d'offres pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du Code de la commande publique qui serait conduit par ladite personne publique ;

Considérant que le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole est un établissement public ;
Considérant dès lors que la commission d'appel d'offres sera présidée du président ou de son représentant et composée également de 5 membres de l'assemblée délibérante élus en son sein au scrutin secret de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel ;
Considérant qu'il convient également d'élire selon les mêmes modalités 5 suppléants ;
Considérant que le Comité syndical a délibéré sur le principe de l'élection de la commission d'appel d'offres ;
Considérant la liste présentée ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1 : DESIGNÉ en conséquence pour siéger à la Commission d'Appel d'Offres prévue par l'article L.1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les membres suivants :

TITULAIRES

- 1 – Patrick Ollier
- 2 – François Vauglin
- 3 – Patrice Pattée
- 4 – Geneviève Gaillabaud
- 5 – Christophe Bernier

SUPPLEANTS

- 1 – Christophe Piercy
- 2 – Samuel Besnard
- 3 – Bertrand-Pierre Galey
- 4 – Marie-Hélène Magne
- 5 – Frédéric Sitbon

- Désignation des membres à la CCSPL

La loi n° 2002-276 du 27 février 2002 modifiée relative à la démocratie de proximité, et notamment son article 5, a introduit l'article L. 1413-1 dans le code général des collectivités territoriales permettant notamment la création dans les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).

Cette commission créée en 2009 (délibération 2009 010 du 24 septembre 2009), est compétente pour l'ensemble des services publics locaux confiés à un tiers par convention de délégation de service public ou en régie dotée de l'autonomie financière.

La commission, présidée de droit par le Président du Syndicat ou son représentant.e, comprend des membres des représentants du Comité Syndical, et des représentants d'associations locales, nommés par l'organe délibérant. Sont également associés avec voix consultative, les personnes dont l'expertise est nécessaire à l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour de la commission.

Il est donc proposé aux membres du Comité syndical de procéder à la désignation de 5 délégués titulaires et de 5 délégués suppléants et de reporter, à une séance ultérieure, la désignation des représentant.e.s d'associations locales afin de cibler au mieux les associations correspondantes au service et obtenir leur accord formel.

Vu l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du Syndicat ;

Vu les statuts du Syndicat et de la Régie Velib' ;

Vu la délibération 2009 010 du 24 septembre 2009 portant création de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Considérant qu'il convient de reporter à une séance ultérieure la désignation des 5 membres d'associations ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DESIGNE les membres suivants pour siéger à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée de droit par le Président du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole :

TITULAIRES

- 1 – Patrick Ollier
- 2 – François Vauglin
- 3 – Patrice Pattée
- 4 – Geneviève Gaillabaud
- 5 – Christophe Bernier

SUPPLEANTS

- 1 – Christophe Piercy
- 2 – Samuel Besnard
- 3 – Bertrand-Pierre Galey
- 4 – Marie-Hélène Magne
- 5 – Frédéric Sitbon

- Désignation de représentation au GIP Maximilien

Le Syndicat a adhéré par délibération n° 2017 35 du 31 mai 2017 au groupement d'intérêt public (GIP) MAXIMILIEN qui a vocation à regrouper tous les acheteurs publics de la région Ile-de-France.

Les Présidentes successives du Syndicat, depuis cette date, ont été désignées en qualité de représentante titulaire du Syndicat au groupement d'intérêt public.

Le Président déjà représentant à ce groupement, souhaite qu'un autre élu du Comité soit désigné.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5721-2 et suivants ;
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' Vélib' Métropole ;
Vu la délibération n°2017 35 du 31 mai 2017 relative à l'adhésion du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole au groupement d'intérêt public MAXIMILIEN ;
Vu la convention constitutive du groupement d'intérêt public MAXIMILIEN signée le 1^{er} juillet 2013 ;

Considérant que le groupement d'intérêt public MAXIMILIEN a vocation à regrouper tous les acheteurs publics de la région Île de France ;
Considérant qu'il convient de désigner un nouveau représentant titulaire au groupement d'intérêt public Maximilien ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DESIGNE Monsieur Christophe Bernier, représentant du Syndicat au groupement d'intérêt public MAXIMILIEN.

- *Communication du rapport définitif de la Chambre Régionale des Comptes relatif au contrôle des comptes et à la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole

Conformément aux articles L. 243-5 et L.243-6 du code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives accompagné de la réponse écrite de la Présidente sont communiqués au Comité syndical lors de sa plus proche réunion et donne lieu à un débat.

La Chambre Régionale des Comptes a communiqué au Syndicat, le 05 août 2020, son rapport d'observations définitives concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole, auquel est joint la réponse de Mme la Présidente du Syndicat en sa qualité d'ordonnateur.

Ce rapport fait donc l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de cette séance du Comité syndical du 19/10/2020 et a été joint à la convocation adressée à chacun des membres de l'assemblée.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu les articles L. 243-5 et L. 243-6 du code des juridictions financières ;

Vu le courrier de la Chambre Régionale des Comptes du 05 août 2020 ;

Vu l'examen du rapport concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

PREND ACTE de la communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole, accompagné de la réponse écrite de la Présidente.

PREND ACTE de la tenue du débat portant sur le rapport.

DONNE tous pouvoirs au Président pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

- *Communication du rapport définitif de la Chambre Régionale des Comptes relatif au contrôle des comptes et à la gestion des exercices 2011 et suivants de la société Autolib'

Conformément aux articles L. 243-5 et L.243-6 du code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives accompagné de la réponse écrite de la Présidente sont communiqués au Comité syndical lors de sa plus proche réunion et donne lieu à un débat.

La Chambre Régionale des Comptes a communiqué au Syndicat, le 05 août 2020, son rapport définitif concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants de la société Autolib'.

Ce rapport, fait donc l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de cette séance du Comité syndical du 19 octobre 2020 et a été joint à la convocation adressée à chacun des membres de l'assemblée.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu les articles L. 243-5 et L. 243-6 du code des juridictions financières ;

Vu le courrier de la Chambre Régionale des Comptes du 05 août 2020 ;

Vu le rapport portant sur l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants de la société Autolib' ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

PREND ACTE de la communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants de la société Autolib'.

PREND ACTE de la tenue du débat portant sur le rapport.

DONNE tous pouvoirs au Président pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

4. Points divers

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 11h30.

Le Président,



Sylvain Raifaud